Linda GUERRY, *Le genre de l'immigration et de la naturalisation. L'exemple de Marseille (1918-1940)*

Lyon, ENS Éditions, 2013, 309 p., préface de Françoise Thébaud

Isabelle Lacoue-Labarthe

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/clio/13139>

DOI : 10.4000/clio.13139

ISSN : 1777-5299

Éditeur

Belin

Édition imprimée

Date de publication : 1 juin 2016

Pagination : 293-296

ISBN : 978-2-7011-9852-1

ISSN : 1252-7017

Référence électronique

Isabelle Lacoue-Labarthe, « Linda GUERRY, *Le genre de l'immigration et de la naturalisation. L'exemple de Marseille (1918-1940)* », *Clio. Femmes, Genre, Histoire* [En ligne], 43 | 2016, mis en ligne le 23 août 2016, consulté le 23 septembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/clio/13139> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/clio.13139>

Ce document a été généré automatiquement le 23 septembre 2020.

Tous droits réservés

Linda GUERRY, *Le genre de l'immigration et de la naturalisation. L'exemple de Marseille (1918-1940)*

Lyon, ENS Éditions, 2013, 309 p., préface de Françoise Thébaud

Isabelle Lacoue-Labarthe

RÉFÉRENCE

Linda Guerry, *Le genre de l'immigration et de la naturalisation. L'exemple de Marseille (1918-1940)*, Lyon, ENS Éditions, 2013, 309 p., préface de Françoise Thébaud

- 1 Dans la préface qu'elle donne au livre de son ancienne doctorante (2008), Françoise Thébaud souligne qu'il s'agit là d'une « histoire sociale et genrée des politiques nationales d'immigration et de naturalisation, et des pratiques administratives qui les mettent en œuvre », à partir du cas de Marseille, au cours des dernières années de la Troisième République (1918-1940). Linda Guerry s'attelle à cette tâche en se confrontant à des milliers de documents puisés dans les fonds archivistiques parisiens (Archives nationales) et marseillais (archives départementales des Bouches-du-Rhône, archives municipales, archives de la Chambre de commerce) : dossiers de demandes de naturalisation, lettres d'appel d'étrangers à leur famille restée au pays, requêtes d'étrangers en rapport avec le paiement de la carte d'identité, côtoient rapports de police, circulaires, instructions et textes de lois et de débats parlementaires. Cette remarquable masse documentaire, comportant une part d'iconographie, est au service d'un projet ambitieux, mené dans une triple exigence : combiner approche qualitative et quantitative, recourir aux jeux d'échelles (locale, autour du cas de Marseille, grande ville d'immigration, et nationale) afin de mettre constamment le propos en perspective, enfin, articuler histoire sociale, politique et culturelle. L'on pourrait même introduire, comme le fait l'auteure à différentes reprises, le souci, au moins ponctuel, d'un comparatisme international venant ouvrir encore la réflexion. C'est donc, pourrait-on

dire, une histoire totale que Linda Guerry propose d'écrire. But atteint, sans que l'auteure se perde dans sa vaste documentation, sans que les histoires individuelles, présentes à travers les parcours ici restitués dans leur diversité et leurs aléas, soient sacrifiées au profit des structures, de la conjoncture ou de la réflexion plus globale sur la construction de l'État national. Sans doute la conscience claire, énoncée en introduction, de son projet et des méthodes pour le réaliser explique-t-elle la réussite de Linda Guerry.

- 2 Dans une introduction plutôt resserrée, est ainsi posée la justification du sujet, jusqu'alors négligé par une étude des migrations « gender blind » jusque dans les années 1990, période charnière dont l'auteure dresse un panorama couvrant les productions anglophones et européennes qui lui permet de se situer elle-même : dans la lignée des travaux de Joan W. Scott, théoricienne incontournable de la notion de « genre », de Gérard Noiriel, qui articule l'histoire de l'immigration et celle de la construction de l'État-nation, et de Françoise Thébaud à qui Linda Guerry emprunte sa réflexion sur les usages du genre.
- 3 Le premier chapitre est consacré aux représentations de l'immigration. Le plus long de l'ouvrage et, comme le souligne Françoise Thébaud dans sa préface, le moins novateur, il permet néanmoins de mieux appréhender les choix en matière de politiques publiques migratoires. Il met en avant le rôle particulier, après la Grande Guerre, des défenseurs d'une repopulation de la France, quand l'atonie démographique est synonyme de déclin, et la manière dont s'impose l'idée d'une immigration choisie. Cette notion masque mal racisme à l'égard des populations venues d'Afrique ou d'Asie et discours moralisateur – partagé par les associations d'aide aux migrants et les responsables religieux – favorable à l'immigration familiale, et qui fait des migrants isolés des dangers publics, susceptibles de priver la France de revenus renvoyés au pays d'origine. Le passage à l'échelle locale du cas marseillais met à jour le jeu des préjugés méfiants, sinon haineux, dévoilés par la profusion d'un vocabulaire de « l'invasion » par les étrangers et de la priorité aux « Français d'abord », dont on connaît la portée jusqu'à nos jours. Nourries par des stéréotypes de genre, ces représentations opposent maris (Italiens, par exemple) dominateurs, voire violents, sinon criminels, et femmes dominées et victimes. Pour sortir du fantasme et des représentations caricaturales, Linda Guerry mobilise des données quantitatives et propose une réflexion stimulante sur la manière de « compter l'immigration » afin de cerner la place des femmes dans les migrations et leur rôle dans la transmission de la nationalité. L'on est, de ce fait, un peu surpris que la présentation du contexte législatif soit renvoyée aux chapitres 4 et 5.
- 4 Les deux chapitres suivants sont en effet consacrés à de tout autres aspects, puisqu'ils s'intéressent à la gestion sexuée de la main-d'œuvre étrangère et à une analyse genrée de la situation des immigrant.e.s sur le marché du travail à la seule échelle locale marseillaise. Ils mettent tout d'abord en avant la fragilité des migrantes sur le marché du travail, malgré une présence précoce. Si la main-d'œuvre étrangère est considérée comme un appoint qui doit être rejeté en temps de crise, ce sont les femmes qui en souffrent le plus, comme le montre l'exemple des Polonaises au début des années 1930. Lorsque se renforcent, au cours des années 1934-1935, les restrictions à l'égard de l'emploi des étrangers, les immigrées sont à nouveau les premières victimes. Dans le même temps, nombreuses dans les emplois saisonniers, elles sont parfois recherchées car elles constituent une main-d'œuvre à bas coût et des variables d'ajustement à la convenance des employeurs. Cette vulnérabilité suscite des réactions que Linda Guerry

prend également en considération, y compris, et cet aspect est particulièrement précieux, de la part des pays d'origine : la Pologne restreint ainsi, dans les années 1920, les possibilités de départ de ses ressortissantes. L'échelle locale contribue à mettre à jour les paradoxes de la gestion des migrantes et les mécanismes de leur exclusion du travail. Rendues responsables du chômage des hommes, migrants et nationaux, et des ouvrières françaises, ces femmes rencontrent des difficultés à obtenir des autorisations de travail, sauf lorsqu'un besoin spécifique de main-d'œuvre se fait sentir : ainsi, dans les années 1930, alors même que les migrantes – et les femmes en général – sont de plus en plus marginalisées sur le marché du travail, la France « recrute » des jeunes femmes martiniquaises pour résoudre la crise de la domesticité. Le deuxième chapitre évoque, pour terminer, la gestion française des « familles rejoignantes » ; Linda Guerry s'y appuie sur une profusion de documents d'archives cités et exploités avec précision, et retrace les aléas d'une politique non linéaire, d'abord ouverte, puis restrictive, marquée par le poids croissant du contexte économique, en particulier la contraction du marché de l'emploi.

- 5 Le resserrement de l'étude sur le cas marseillais offre, dans le troisième chapitre, l'occasion d'un nouveau bilan historiographique et une réflexion sur le concept de « femme immigrée », sur le sous-enregistrement de l'activité professionnelle des femmes, jusqu'en 1896 et même, au niveau départemental, jusqu'au début des années 1930. Il met l'accent sur les obstacles administratifs rencontrés par les migrantes, dans l'obtention de cartes d'identité par exemple. Il donne à voir des histoires de vie, reconstituées à l'aide de sources diverses et fait émerger quelques figures récurrentes, comme celles des nourrices italiennes. Il étudie enfin, à l'échelle locale, les thèmes abordés dans le chapitre précédent : place de la domesticité, boudée par les Françaises, dans l'emploi des femmes, tensions entre ouvrières immigrées et françaises, fragilité d'un travail féminin sous-payé, éprouvant, souvent plus informel et fluctuant au cours de la vie.
- 6 Si le livre de Linda Guerry est convaincant de bout en bout, les deux derniers chapitres sont sans doute les plus stimulants. Ils abordent la naturalisation par décret (chapitre 4) et par mariage (chapitre 5). D'utiles rappels sur l'histoire du droit d'acquisition de la nationalité française soulignent les liens entre politique migratoire, nationalité et construction de l'État national ; le rôle des femmes, pourvoyeuses d'enfants de la nation, dans la transmission de la nationalité est renforcé par la loi de 1927 visant à enrayer la dépopulation française. L'auteure insiste sur la logique familialiste de la politique de naturalisation et sur la répartition sexuée des rôles sociaux (possibilité de « service militaire » pour les hommes, de « service maternel » pour les femmes) qui doit la guider, comme en témoigne le premier avis, défavorable, donné par un agent municipal aux demandes de naturalisation de trois femmes, respectivement célibataire, âgée de 52 ans, veuve mère de trois filles, toutes sanctionnées de la mention « sans intérêt », voire « sans intérêt national ». Si les textes ne sont pas sexués, souligne Linda Guerry, les pratiques administratives le sont incontestablement et c'est tout l'intérêt de ce chapitre de les avoir étudiées avec minutie.
- 7 La dernière partie de l'ouvrage consacrée à la remise en cause de la naturalisation par mariage s'articule autour du pivot juridique que constitue la loi de 1927, prise dans une optique populationniste, et peu à peu remise en question dans le contexte de xénophobie croissante et de suspicion sur les étrangers, traduits dans les décrets-lois de 1938. La question de la nationalité des femmes mariées occupe ici un espace central

et contribue à polariser les débats publics. L. Guerry introduit ici deux éléments nouveaux : une nouvelle focale, la comparaison internationale, et des actrices, encore absentes – ce dont on peut s'étonner – de son propos, les féministes, actives militantes d'une modification du Code civil – ce sera la loi de 1927 – et qui tentent de faire pression sur les débats de la SDN consacrés aux lois sur la nationalité.

- 8 L'attention portée à tous les échelons décisionnels, municipaux, nationaux, internationaux, à la législation sur la nationalité des femmes dans l'entre-deux-guerres confirme, s'il en était encore besoin, la légitimité de lui consacrer un vrai travail de recherche. Celui de Linda Guerry, dense et nuancé, qui articule histoire des représentations, histoire sociale et histoire politique, au prisme du genre, est d'autant plus précieux.

AUTEURS

ISABELLE LACQUE-LABARTHE

Sciences Po Toulouse

LaSSP